

PV No 27 de la séance du Conseil Communal du mercredi 30 octobre 2019

Présidence : Mme Anouk GAUMANN, Présidente.

Ordre du jour :

1. Appel
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du PV de la séance du 25 septembre 2019
4. Communications du Bureau
5. Communications de la Municipalité
6. Rapport sur le préavis n°08/09.2019 – arrêté d'imposition pour l'année 2020
7. Préavis n°09/10.2019 – budget du service des finances communales pour l'an 2020
8. Simples questions
9. Contre-appel

1) Appel

Il est 20h02 lorsque la Présidente ouvre la séance.

Les scrutateurs procèdent à l'appel.

Les Conseillers et Conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Mesdames et Messieurs	Luc MORET Christian BOILLAT Florence PORRECA Roland LOCHER	Chantal COURTAIS-REY Guy GUERITZ Pierre ENDERLIN Joël TARDY
Absents	Carmelo TODARO	Alain FOLLY

55 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

2) Adoption de l'ordre du jour

La Présidente met en discussion l'ordre du jour.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité des membres présents.

3) Adoption du PV n°26 de la séance du 25 septembre 2019

La Présidente met en discussion le procès-verbal n°26.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Le procès-verbal n°26 est accepté à l'unanimité des membres présents.

4) Communications du Bureau

Mme la Présidente nous fait part de ce qui suit :

a) Elections fédérales

Les élections fédérales ont eu lieu au milieu des vacances scolaires, ce qui a eu pour conséquence de diminuer l'effectif du Bureau. Mme la Présidente tient à remercier encore une fois tous les Conseillers et Conseillères, ainsi que Mme la Municipale, Madame Tinguely, d'avoir prêté main forte au Bureau lors de cet exercice. Ce fut long, mais le travail fut rigoureux.

b) Souper du Conseil 2019

Le mercredi 11 décembre après la séance du Conseil, les Conseillères et Conseillers sont invités au traditionnel repas de fin d'année qui aura lieu au carnotzet communal récemment rénové. Les membres du Conseil recevront prochainement un mail de Mme Jaussi, secrétaire du Conseil, pour s'y inscrire.

Mme la Présidente rappelle avec humour à M. Stéphane Porzi, Municipal, qu'il s'est engagé à faire le Securitas si le nombre d'inscrits dépassait 50 personnes.

5) Communications de la Municipalité

M. Daniel MOSINI, Syndic, nous fait part de ce qui suit :

a) Parcelle n°916 en zone forêt – Communication n°39/10.2019

En juin dernier, nous avons été approchés par M. Nicolas Bresch, garde-forestier du triage de Ballens-Mollens, à la suite du souhait de M. Henri Strähler de céder gratuitement la parcelle forestière no 916, d'une surface de 1'430 m2.

La Municipalité a accepté cette donation avec plaisir. Elle a mandaté la notaire Gaussen pour instrumenter cet acte. Ce dossier a été finalisé le 9 octobre dernier en salle de Municipalité.

Ainsi, la Commune est désormais propriétaire d'une nouvelle parcelle en zone forêt, au chemin de la Chasse, le long du Boiron.

Mme Véronique SAVIOZ, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

b) Qualité des eaux – Communication n°42/10.2019

Cet été, la presse a révélé à plusieurs reprises que des résidus du chlorothalonil, un fongicide utilisé dans l'agriculture depuis 50 ans, sont présents massivement dans les eaux souterraines des régions agricoles suisses.

Dans le cadre du contrôle de qualité de notre réseau d'eau potable, des échantillons sont prélevés au minimum 2 fois par année pour des analyses complètes et/ou pour des analyses partielles. Un rapport d'analyse est effectué par le chimiste cantonal. Le chlorothalonil est contrôlé lors des analyses complètes ; ces dernières se décomposent en effet selon les catégories suivantes : analyses microbiologiques, analyses physico-chimiques, analyses des micropolluants.

La liste des substances analysées dans ces échantillons évolue chaque année selon des normes établies par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV). Le chlorothalonil, considéré comme un micropolluant, est analysé depuis 2018.

Les résultats des analyses concernant le chlorothalonil sont tout à fait satisfaisants et bien au-dessous de la norme, norme qui fixe la valeur maximum à 0.100 µg/L. En 2019, les traces de chlorothalonil trouvées dans l'échantillon du 15 mai 2019 étaient <0.010 µg/L et celles de l'échantillon du 11 mars 2019 étaient <0.005 µg/L. L'analyse de l'échantillon du 31 octobre 2018 indique qu'il n'y avait aucune trace de ce micropolluant dans nos eaux.

Des traces d'atrazine et de terbuthylazine ont également été détectées dans les mêmes proportions en 2019 et 2018.

Les autres substances couramment citées dans la presse (Azoxystrobine, Métolachlore, Mécoprop) n'ont pas été décelées dans l'eau potable de Saint-Prex.

Au vu des éléments ci-dessus, le captage de la Commune fournit une eau d'excellente qualité. Bonne pour la santé, économique, écologique et locale, l'eau du robinet peut être bue sans modération.

Pour conclure, à partir du 1er janvier 2020 et sur ordre du Canton, les distributeurs d'eau seront tenus d'effectuer à leur charge les contrôles officiels via des laboratoires accrédités. La Commune de Saint-Prex a décidé de confier les analyses d'eau potable au Service de l'Eau de la Ville de Lausanne, celui-ci étant accrédité.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

c) MBC Modification du tracé de la ligne 724 – Communication n°40/10.2019

Comme précédemment annoncé, la ligne de bus 724 qui dessert la Commune de Saint-Prex sera prolongée jusqu'à la gare d'Allaman par neuf paires de courses (aller et retour) aux heures de pointe en semaine (6h00-9h00 / 12h00-14h00 et 16h00-19h00). Durant le week-end, sept paires de courses sont prévues, la dernière quittant la gare d'Allaman à 18h21.

La prolongation de cette ligne assure ainsi une liaison bienvenue avec cette gare, en lien avec les correspondances CFF pour et de Genève.

Durant les heures creuses, soit entre 09h30 - 11h30 et 14h30 -15h30, le terminus de la ligne est Etoy, Grosses-Terres.

La mise en service du nouvel itinéraire et l'application de l'horaire ad hoc seront effectifs au 15 décembre 2019.

Une information sera faite en temps voulu par les MBC.

Nous encourageons nos citoyens à utiliser cette ligne pour favoriser le transfert modal dans le cadre de leurs déplacements dans la région et pouvoir obtenir, à terme, des paires de courses supplémentaires.

d) Fiscalité agricole – Communication n°41/10.2019

Pour rappel, en réponse à de nombreuses interventions parlementaires, le Conseil d'Etat a proposé en 2017 une solution cantonale pour atténuer l'aspect brutal du changement de définition des immeubles agricoles et sylvicoles intervenu dans une jurisprudence du Tribunal fédéral relative au traitement fiscal des plus-values immobilières.

Le Conseil d'Etat a ainsi émis, le 6 septembre 2017, une directive octroyant des remises d'impôt à des conditions facilitées et incluant les agriculteurs qui renoncent jusqu'au 31 décembre 2020 au différé d'imposition dont ils peuvent bénéficier.

Dans sa séance du 19 juin 2019, le gouvernement a décidé de prolonger une dernière fois la directive d'une année. Ainsi, les ventes des parcelles jusqu'au 31 décembre 2019 peuvent encore en bénéficier. Les autres règles ne sont pas modifiées. De fait, lorsque l'agriculteur bénéficie d'un différé d'imposition, il peut toujours y renoncer jusqu'au 31 décembre 2020.

e) Péréquation intercommunale – Communication n°43/10.2019

La Cour des comptes a rédigé son 56e rapport portant sur l'audit des dépenses thématiques de la péréquation intercommunale et de la gouvernance de l'ensemble du dispositif.

La Cour a audité le cadre général du dispositif gérant l'ensemble de la péréquation et a analysé son historique.

Il en ressort que les montants consacrés à la péréquation directe ont presque doublé en onze ans passant de 331 millions de francs en 2006 à 658 millions de francs en 2017. Cette hausse importante est principalement due au changement du système en 2011 introduisant la « couche population » qui totalise 411 millions de transferts entre communes en 2017 et la « couche solidarité » qui, elle, totalise 119 millions de transferts entre communes en 2017. Le fonds de péréquation hors dépenses thématiques composées des routes et des forêts, a enregistré une croissance de +110% sur le total de la période (2006 à 2017). Les montants alloués aux dépenses thématiques ont subi une hausse plus régulière et moins marquée, s'élevant toutefois à +65% en onze ans et totalisant 142 millions de transferts entre communes en 2017.

Au niveau de la péréquation indirecte, le montant à charge des Communes a plus que triplé entre 2001 et 2007 (+69% entre 2006 et 2017), s'établissant à 773 millions de francs, soit le 15% des dépenses courantes des Communes en 2017. Cette forte hausse s'est réalisée malgré les nombreuses modifications qui ont été apportées pour tenter d'endiguer cette évolution.

A l'issue de ses travaux, la Cour des comptes a fait un constat très négatif du système global, en pointant des problèmes de gouvernance, de manque de travail d'évaluation continue, de contrôle de conformité et d'efficacité, d'un manque de chiffrage et dans l'ensemble, l'absence d'analyse et de suivi des effets du modèle.

S'agissant des dépenses thématiques, la Cour des comptes a relevé que faute de directives suffisamment précises, les méthodes de calcul ne sont pas harmonisées entre les communes, des erreurs d'imputation de charges sont constatées et trop de place est laissée à « l'optimisation péréquative » qui de fait, entraîne une inégalité de traitement entre les communes.

A l'issue de son travail, la Cour des comptes a émis 8 recommandations qui seront à appliquer au nouveau système péréquatif qui devrait être mis en place au 1er janvier 2022.

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de ce rapport. Bien qu'à l'heure actuelle, l'impérative nécessité de la réforme n'est remise en cause par personne, le Conseil d'Etat n'estime pas opportun, sous réserve de certains aspects liés à la gouvernance, de mettre en place des dispositions transitoires, du moins avant l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation intercommunale vaudoise (NPV).

M. Stéphane PORZI, Municipal, nous fait part de ce qui suit :

f) Immeuble communal au chemin de la Vergognausaz 45 – Communication n°38/10.2019

En 2017 un boulodrome a été aménagé dans la partie Nord du bâtiment Est de l'arsenal, pour le club de pétanque Les Mordus, après avoir pu utiliser durant de nombreuses années les infrastructures de Vetropack.

Au vu du succès et du nombre croissant des membres et afin de pérenniser ces installations, il nous semble nécessaire pour des raisons de sécurité, de les mettre en conformité aux normes de protection incendie.

La Municipalité a décidé de créer un escalier extérieur de secours. Ce projet sera réalisé dès que nous aurons obtenu l'aval de l'ECA. Il sera financé par le solde du crédit de Fr. 2'800'000.00 accordé par votre Conseil pour les travaux de transformation de l'arsenal (préavis 12/06.2015).

6) Rapport sur le préavis n°08/09.2019 – Arrêté d'imposition pour l'année 2019

M. Michel CONNE, Président de la Commission des finances, lit son rapport.

La Présidente ouvre la discussion.

***Avis** – Le texte qui suit a été lu par son auteur, **M. Thierry JAQUIERY**, in-extenso. Par soucis de transparence et afin d'éviter d'innombrables corrections à posteriori au présent procès-verbal, le texte est retranscrit comme tel. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.*

« Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Il est étonnant que la Commune de Saint-Prex fasse partie des associations faîtières des Communes vaudoises et qu'elle ne respecte pas l'accord signé avec l'Etat de Vaud sur la bascule fiscale.

Pour le contribuable, cela devait donc être une opération blanche, donc pas d'augmentation de l'impôt communal.

La proposition de la Municipalité, c'est donc une augmentation de l'impôt communal, de 1.5 points, soit approximativement 3% de hausse pour le contribuable.

N'oublions pas qu'en tant que membres du Conseil communal, nous défendons aussi l'intérêt de tous les contribuables.

Pour le futur, et à mon avis les 4 principes stratégiques fixés et mentionnés dans le rapport de la Commission des finances, doivent être appliqués.

Donc, on doit à présent réduire la voilure et nous proposer un budget 2020 équilibré en limitant certains futurs investissements.

Faisons encore l'exercice 2020 pour y voir plus clair, et l'on verra le résultat l'année prochaine. Et comme on dit chez nous « Il est certainement urgent d'attendre ».

Donc, vous l'avez bien compris, je suis pour descendre le taux de 1.5 points et de le fixer à 53.5 et ceci pour ne pas augmenter les impôts du contribuable.

Je proposerai donc un amendement dans ce sens pour modifier le préavis. »

Avis – Le texte qui suit a été lu par son auteur, **M. Marc-Antoine SIEGWART**, in-extenso. Par soucis de transparence et afin d'éviter d'innombrables corrections à posteriori au présent procès-verbal, le texte est retranscrit comme tel. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.

« Madame la Présidente, chers collègues,

J'abonde exactement dans le sens de M. JAQUIERY. Je pensais moi-même également déposer un amendement sur le même sujet.

Le canton de Vaud prendra à sa charge dès l'année prochaine, la totalité des coûts de l'AVASAD alors qu'ils étaient précédemment répartis à hauteur de 1/3 par les communes et 2/3 par le Canton.

Cette décision a été faite dans le sens du postulant Didier Lohri en septembre 2018, date de la convention qui a été le fruit d'une discussion consensuelle et bilatérale entre Le Canton de Vaud, et les représentants des Communes Vaudoises (Respectivement, l'Union des communes vaudoises (UCV) et l'Association des communes vaudoises (AdCV)). La reprise de ces charges (environ 77 millions) par le Canton représenterait une économie moyenne de 2.5 points d'impôts par commune, dicit la convention.

Suite à ce transfert de charges, les communes, par la voix de leurs représentants, se sont engagées à répercuter pour 2020 une baisse de 1.5 points de pourcent au coefficient d'imposition 2019, au minimum.

C'est donc en adéquation avec ces mesures convenues que je vous propose de les faire appliquer dans notre commune. Cette reprise de charge représente un allègement d'un demi-million de francs pour Saint-Prex. Or ne pas revoir notre taux d'imposition communal à la baisse représenterait une hausse d'impôts déguisée pour les Saint-Preyards !

En effet, nos contribuables paieront plus pour le canton sans aucune contrepartie. Or la convention et moi avons l'opinion qu'ils devraient bénéficier d'une compensation.

Je vous propose donc d'amender l'arrêté d'imposition 2020, en abaissant notre taux d'imposition de 55.0% à 53.5% de l'impôt cantonal de base. Cette proposition est faite dans un esprit de transparence envers la population et les contribuables, elle laisse de la marge à la commune, car il s'agit du montant de diminution minimum prévu par la convention.

Elle fait également preuve de logique et de pragmatisme, en faveur d'une imposition qui resterait effectivement « neutralisée ».

En réalité, voter oui à mon amendement maintiendra le statu quo pour la situation des contribuables St-Preyards ; nonobstant, garder le taux d'imposition actuel, de 55 points augmentera leurs charges fiscales pour 2020.

Je vous invite donc tous à voter en faveur de l'amendement proposé par M. Jaquiéry, c'est-à-dire de voter contre cette augmentation d'impôt déguisée.

Merci de votre attention et merci de votre soutien. »

Avis – *Le texte qui suit a été lu par son auteur, Mme Sylvie FUCHS, in-extenso. Par soucis de transparence et afin d'éviter d'innombrables corrections à posteriori au présent procès-verbal, le texte est retranscrit comme tel. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.*

« Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les conseillers.

Le rapport de la Commission des finances demande le maintien du taux d'impôt actuel à 0.55 pour 2020.

En tant que conseillère et membre du PLR, je suis par essence même, opposée à des hausses d'impôts, mais nous sommes face à des réalités.

Le Statu quo qui nous est proposé au vote ce soir, reporte aux exercices prochains une réalité inéluctable à mon avis, et la hausse prochaine des impôts à Saint-Prex ne doit pas être brutale, au dernier moment et en dernier recours.

Pourquoi ?

Pourquoi faudrait-il augmenter le taux d'imposition alors que sur 3 années, le Canton baisse les impôts de 3 points sur les personnes physiques, et qu'elle prend en charge le coût de l'AVASAD ?

Trois composantes fondamentales pèsent sur nos budgets :

La première composante

Nous le savons tous, ces dernières années ont été des années d'investissements lourds et records et d'appel à l'endettement toujours en croissance. Pour de bonnes raisons et dans une

période de coût des dettes qui est exceptionnel et particulièrement bas, il fallait répondre à des besoins non couverts par :

- Des équipements sportifs lourds,
- Des routes et des tuyaux,
- Des services de bus,
- Des rénovations de grande ampleur,
- Un nouveau bâtiment communal, sans affectation de l'ancien à ce jour,
- Un investissement d'opportunité pour de l'immobilier de rendement vers le ménage communal,
- Et bien d'autres préavis de fonctionnement.

Je pense que nous pouvons être fiers d'avoir participé à cet élan dynamique qui permet ainsi à nos jeunes et aux citoyens de notre belle commune, de bénéficier de prestations publiques de grande qualité et de tout premier ordre. Mais vous connaissez tous ma position sur les coûts induits par toute nouvelle infrastructure, je suis comme vous, soucieuse d'en connaître les impacts à l'avance et qu'on se donne l'objectif de maîtriser les coûts de ces équipements.

Mais ce n'est que le 1^{er} pilier de l'augmentation future des impôts.

La deuxième composante

Le système de calcul de la péréquation intercommunale est à la base un effort demandé aux communes pour être solidaires les unes des autres. C'est une belle idée et je suis d'accord avec cette solidarité, tant qu'elle est conçue de façon juste, et qu'elle s'adapte à la réalité du terrain. Vous vous souvenez certainement qu'il y a une quinzaine d'années, le Canton était dans les chiffres rouges avec un taux d'endettement record. Il a fallu prendre des mesures drastiques et ASSAINIR.

Tout d'abord l'outil de calcul de la péréquation financière est sincèrement incompréhensible si vous n'avez pas un doctorat de mathématiques, et il implique des effets de bord inexplicables et des effets de seuil révoltants.

On constate après trois phases distinctes de mise en place des péréquations successives, que le Canton va beaucoup mieux. Aujourd'hui la dette est quasi nulle, et la marge d'autofinancement est 2 fois plus élevée que celle des communes Vaudoises.

Dans le même temps, on constate que les communes se sont endettées progressivement à un niveau jamais atteint auparavant, et affichent un endettement presque semblable à l'ancienne dette du Canton. C'est ce qu'on peut appeler un effet de balancier, on a pris dans la poche des communes pour renflouer la poche du canton qui aujourd'hui affiche des résultats excellents, alors la poche des communes est non seulement vide, mais avec une somme des dettes de 5.5 Milliards au total.

Saint-Prex a participé à l'effort d'assainissement en conservant fièrement son taux d'imposition à 0.55, et c'est bien. Mais c'est aussi pourquoi nous subissons de plein fouet la péréquation, puisque la volonté du Canton nous presse à augmenter, en nous faisant contribuer de plus en plus lourdement.

Tant que nous resterons à ce niveau d'impôts, la pression sera confiscatoire

La troisième composante

Elle pèse sur nos finances sans que nous sachions vraiment quand la courbe va fléchir et si elle fléchira réellement un jour : la facture sociale.

Nous sommes solidaires, mais nous subissons des niveaux d'augmentation élevés et l'on pourra bientôt penser que nous sommes entrés dans une ère d'assistanat. Ce n'est pas notre culture, ce n'est pas non plus le rôle des communes de subir une politique qui ne sait pas où elle va.

En résumé

Nous ne sommes pas la seule commune dans cette situation et bien sûr il faut comparer les taux d'imposition pour comprendre ce niveau de prélèvement et les faibles marges de manœuvre dont nous disposons désormais.

Le Canton veut lisser les taux d'imposition autour de 0.70, donc nous n'y échapperons pas. Toutefois nous pouvons dire haut et fort, et c'est le rôle de la Municipalité mais aussi du Conseil communal, de dire STOP. Nous ne sommes pas d'accord d'accepter un système qui appauvrit méthodiquement les communes Vaudoises.

Les effets bénéfiques nationaux ont été obtenus, maintenant il faut baisser la pression sur les communes, car nous ne voulons pas que sous prétexte de prélèvements et de déficits induits, nous soyons obligés de recourir à l'emprunt pour assurer les charges courantes, ou encore de procéder à la vente d'actifs communaux.

Alors c'est vrai jusqu'à 2017, nous avons toujours eu de bonnes surprises malgré le niveau de dépenses. Il y a toujours eu, soit une succession soit un impôt sur les personnes morales, qui tombait à pic. Pas cette année apparemment, et les situations qui nous avaient sauvés jusqu'à récemment, ne peuvent être considérées comme répétitives ou pérennes.

Je pense donc que si cette année nous votons le statu quo, il faut être bien conscients que nous ne ferons que reculer l'échéance. C'est pourquoi j'ai l'honneur de déposer un postulat au point 8 de l'ordre du jour, lors des questions diverses.

Je vous remercie de votre attention. »

M. Sylvain RODRIGUEZ a une question concernant les chiffres présentés à la première page du préavis. Il est resté un peu sur sa faim par rapport au préavis et aux arguments présentés sur l'opportunité, ou non, de répercuter cette baisse d'impôts.

Dans le préavis, il est mentionné que la reprise, par l'Etat, des coûts de l'AVASAD représente une économie de Fr. 532'134.00 pour la Commune de Saint-Prex et que le fait de ne pas baisser les impôts reviendrait à enregistrer une perte supplémentaire de Fr. 227'734.00.

Donc si on répercute ce 1.5 point d'impôt à la baisse, l'opération ne serait pas blanche mais positive pour la Commune avec un bilan positif de Fr. 304'400.00.

M. RODRIGUEZ demande si ce qu'il a compris est correct.

Mme Carine TINGUELY est navrée que la manière dont ont été exposés ces chiffres ne soit pas claire et est contente d'avoir l'opportunité de les expliquer.

Lorsque les Communes ont négocié avec le Canton, elle-même a eu la chance d'y participer de l'intérieur en tant que représentante de l'association des communes vaudoises (AdCV). Le Canton a proposé un accord global aux communes qui stipulait, qu'il reprenait le financement de l'AVASAD et qu'il ne verserait plus les 50 millions aux Communes en 2019 en compensation de la mise en application de la RIE III vaudoise.

Mme TINGUELY reste cependant intimement convaincue que de transférer les soins à domicile au Canton est un non-sens, c'est une politique de proximité.

Aujourd'hui les Communes financent paritairement à hauteur de 50% les coûts de l'AVASAD. Les Communes sont représentées au niveau de l'AVASAD et de la Fondation de la Côte, qui prodiguent les soins à domicile dans notre région. Ce financement est en francs par habitant. En 2018, les Fr. 532'134.00, qui figurent dans le budget, sous le compte 730.36541, représentaient Fr. 94.00 par habitant.

Le Canton, qui réfléchit Canton, s'est basé sur la valeur du point d'impôt moyenne des Communes et l'a comparé au coût de l'AVASAD financé par les Communes. Cela correspond effectivement à 2.5 points d'impôts que les communes auraient dû basculer au Canton pour une opération neutre.

L'accord, pour tenir compte du déséquilibre entre les finances communales et cantonales, a porté sur une bascule de 1.5 points d'impôt pour redonner un peu d'oxygène aux communes.

Le Canton ne peut pas légalement imposer une baisse d'impôt aux Communes ; celles-ci ont peu d'autonomie mais ont encore celle de décider de leur taux d'impôt.

Le Canton n'a pas voulu que cette baisse d'impôt soit automatique mais n'a pas pu non plus imposer une baisse automatique sur les taux d'impôt communaux.

C'est pour cela que chaque Commune est libre de baisser ce montant ou pas.

Mme TINGUELY explique que si le taux communal de Saint-Prex reste à 55 points, effectivement le contribuable subira une hausse de 1.5 point d'impôt. Par contre, on ne peut pas parler d'une hausse de 3% parce que le taux communal, par rapport à l'ensemble des impôts, ne représente que 55 points à Saint-Prex contre 154, 5 points au Canton. Donc c'est 1.5 points sur 202.50. On parle donc d'une augmentation de 0.7% pour le contribuable.

Pour savoir l'effet que cela va avoir sur la facture de chacun, il suffit d'ajouter 0,7% sur le montant des impôts actuellement payés.

Typiquement, si l'on prend une famille qui a un revenu de Fr. 100'000.00 annuel, qui paie environ Fr. 20'000.00 d'impôt, ce sera Fr. 140.00 de plus qu'elle devra payer.

Mais il faut aussi prendre en compte, que cette même famille, grâce à la RIE3 et à la RFFA, aura des déductions supplémentaires dans sa feuille d'impôt. Pour la garde des enfants et l'assurance maladie par exemple. L'effet sur cette famille ne sera donc pas forcément de Fr. 140.00. Il est difficile de dire pour chacun ce que cela représentera.

Mme TINGUELY revient à la question de M. RODRIGUEZ.

Les 1.5 points d'impôts ne représentent pas Fr. 532'134.00. En effet, la Commune de Saint-Prex a la chance d'avoir une valeur de point d'impôt au-dessus de la moyenne des Communes vaudoises.

Ce n'est pas parce que la Municipalité travaille bien, mais parce que la Commune a la chance d'accueillir sur son territoire des personnes et des entreprises qui paient beaucoup d'impôts. Pour beaucoup de Communes dans le Canton de Vaud, les Fr. 94.00 par habitant, qu'elles payaient à l'AVASAD pouvaient représenter plus de 2.5 points d'impôts, 3, 4, 5 et même 6 points d'impôt. Pour ces Communes-là, le cadeau que le Canton leur fait en reprenant cette facture sociale à sa charge est conséquente, et tant mieux car elles auront un peu plus de moyens. Pour Saint-Prex, 1.5 points d'impôt représentent Fr. 750'000.00 environ. Donc la diminution de 1,5 points d'impôt, si elle est appliquée, est égale à une baisse de moyens d'environ 218'000.-. A Saint-Prex, l'AVASAD nous coûtait 1 point d'impôt et pas 2.5 points d'impôt comme la moyenne des communes vaudoises.

Donc ce sera évidemment une baisse d'impôt, mais ce sera aussi une baisse de substance pour la Commune.

Mme TINGUELY remercie Mme FUCHS qui a parlé de la péréquation et de la facture sociale. Mme TINGUELY a pu avoir accès au fichier de la péréquation. Elle a pris les chiffres du budget 2020 et les a moulinés dans la péréquation 2016, qui était le modèle qui prévalait avant cette fameuse réforme et qui a pénalisé fortement les Communes contributives comme Saint-Prex. Mme TINGUELY rappelle que ce n'est pas du 50/50 dans la péréquation. Ce ne sont pas 150 Communes qui reçoivent et 150 Communes qui paient. Ce sont plutôt 250 Communes qui reçoivent et 50 Communes qui paient. C'est un peu là la problématique.

Dans la péréquation que Saint-Prex aurait payée, si le modèle 2016 était resté, cela aurait été Fr. 8'927'000.00 de facture sociale. Ce chiffre donne déjà un peu le tournis mais c'est ce que la Commune payait.

En prenant les mêmes chiffres et la même base de rentrées fiscales on paiera Fr. 11'077'000.00 en 2020. Et 2019 est identique à 2020.

Au niveau de la péréquation directe, donc la solidarité entre Communes, on aurait Fr. 4'965'000.00 si le système était resté comme en 2016. On paiera Fr. 6'847'000.00 dans le nouveau système.

Mme TINGUELY assure que la Municipalité entend bien qu'il y a des économies à faire. Personnellement elle signe toutes les factures qui sont payées par la Commune et assure aux membres du Conseil qu'à chaque fois qu'elle en signe une, elle se demande s'il y a vraiment besoin de le faire.

Faire 4 millions d'économies sur les factures que la Municipalité paient est impossible. Même en commençant à faire des grosses économies, cela passera par des prestations qu'il faudra supprimer.

Aujourd'hui la Municipalité est prête à supprimer des prestations, mais est-ce que le Conseil, avec un taux à 55, qui est un des taux les plus bas du Canton, veut vraiment supprimer des prestations à la population ? La Municipalité a un catalogue de prestations qu'elle peut supprimer, mais il y aura des effets collatéraux.

Avant de voter une baisse d'impôt, Mme TINGUELY demande aux membres du Conseil de bien réfléchir à ce que l'on veut offrir à toute la population Saint-Preyarde.

Mme TINGUELY souhaite encore parler du budget 2020 qui a été distribué en début de séance aux conseillères et conseillers.

La Municipalité est mal à l'aise de ne pas présenter un budget équilibré. Mais Mme TINGUELY souhaite que les membres du Conseil réalisent que les 0.7% que les contribuables vont économiser sur leur feuille d'impôt si la baisse d'impôt est acceptée, aura comme conséquence que la marge d'autofinancement qui est actuellement à un demi-million en négatif dans le budget présenté passera au moins à 1,2 millions de francs.

La Commune devra emprunter 1.2 millions pour payer les salaires, la facture sociale, la péréquation et les charges courantes.

Résultat pour la Commune, les comptes seront proches de 4 millions négatifs.

Mme TINGUELY pense que des Communes comme Lausanne ou Morges peuvent présenter des comptes à 4 millions négatifs. Ce n'est pas le cas de Saint-Prex, qui n'a pas des plans d'expansions comme Morges, qui construit pour 2'500 nouveaux habitants. Saint-Prex n'est pas dans cette dynamique-là.

La Commune de Saint-Prex a 3'300 contribuables et si on met en lien 4 millions de perte pour 3'300 contribuables avec les Fr. 140.00 qu'un contribuable lambda économisera en votant une baisse d'impôt, les proportions n'en valent peut-être pas la peine.

Mme TINGUELY sait que ça n'est pas facile d'augmenter les impôts, cela fait depuis 2013 que la Municipalité dit au Conseil qu'il va falloir le faire. Jusqu'à présent la Commune a eu de la chance, ce n'est pas parce que la Municipalité travaille bien mais parce qu'il y a eu des événements extraordinaires sur la Commune. On sait que depuis 2017, si ces éléments extraordinaires n'étaient pas arrivés la Commune serait déjà en déficit. Baisser les impôts, aujourd'hui, de l'avis de la Municipalité, ne serait pas responsable.

Avis – Le texte qui suit a été lu par son auteur, **Mme Sandrine PITTOLAZ**, in-extenso. Par soucis de transparence et afin d'éviter d'innombrables corrections à posteriori au présent procès-verbal, le texte est retranscrit comme tel. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.

« Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

Je vous promets que je n'ai pas été boire le café avec Mme Tinguely, mais j'ai les mêmes chiffres et mêmes arguments que ceux qu'elle vient de nous présenter.

Les bénéfices cumulés de la Confédération et du Canton de Vaud représentent pour 2018 plus de Fr. 1'000.00 par habitant. C'est un montant important et il est vrai qu'il est difficilement compréhensible de soutenir une augmentation d'impôt.

Depuis de nombreuses années, j'assiste, impuissante, au report de certaines charges de la Confédération sur les Cantons et du Canton de Vaud aux Communes.

Mais malgré ce qui précède je voterai oui au taux d'imposition.

Car ma principale interrogation est : comment économiser ces non-rentées fiscales représentant, selon mes calculs, Fr. 750'000.00 environ.

Notre Conseil doit assumer les investissements votés et les charges qui en découlent. Alors où économiser ?

En prenant les comptes 2018, les principales charges maîtrisables sont les salaires et les charges sociales. Sommes-nous prêts à accepter une diminution des collaborateurs de la Commune ?

Et dans ce cas la diminution des services à la population (diminution des heures d'ouverture des bureaux communaux, des rues moins propres et moins fleuries, des installations sportives dont

les horaires d'utilisation par la population seraient restreints ? diminution de l'aide aux sociétés locales ? suppression de la course bisannuelle des aînés ?). Pour ma part, je tiens à des services communaux qui soient au service de la population et que Saint-Prex demeure un lieu où il fait bon vivre.

Je précise en outre que cette hausse d'impôt représente pour une famille de 4 personnes avec un revenu imposable de Fr. 120'000.00, la somme de Fr. 150.00 par année.

Ce que je souhaiterais c'est que notre Conseil se réunisse avec la Municipalité, à huis clos, pour définir comment nous pourrions soutenir nos Autorités dans ces négociations pour la péréquation « facture sociale ». »

Mme Barbara DELLWO a écouté avec beaucoup d'attention les propos de Mme TINGUELY et la remercie car elle a trouvé très intéressant d'avoir des explications sur les enjeux derrière les rapports très généraux.

Mme DELLWO se demande, après cet exposé très convaincant, pourquoi la Commune n'augmenterait pas d'avantage encore son taux d'imposition.

Mme TINGUELY, Municipale, répond, avec humour, que c'est une excellente question et qu'il est possible d'en discuter.

Plus sérieusement, Mme TINGUELY rappelle que cela fait depuis 2013 que la Municipalité dit qu'il faut augmenter les impôts et qu'ils seront augmentés un jour.

A chaque fois que la Municipalité voit la Commission des finances, c'est un point dont ils débattent. Jusqu'à présent, la Commission des finances souhaitait attendre et jusqu'à présent les résultats leur donnaient raison et c'est tant mieux. Mais ils n'ont pas raison structurellement, ils ont raison parce que la Commune a eu de la chance grâce à des rentrées exceptionnelles provenant des entreprises qui sont venues sur son territoire et des héritages extraordinaires. En effet, lorsque l'on encaisse 4 ou 7 millions de francs d'impôts communaux sur un héritage, derrière il y a une fortune colossale.

Structurellement, on sait que les comptes de la Commune sont déficitaires, non pas parce qu'elle est mal gérée, mais comme le disait Mme FUCHS, parce que la volonté politique du Canton est de resserrer les différences entre les taux communaux. C'est une volonté politique du Conseil d'Etat. Aujourd'hui, les députés doivent se prononcer sur l'augmentation du plafond de l'effort pour 2020 et la proposition est de le faire passer de 45 à 48 points d'impôts.

Saint-Prex n'est pas directement touchée, car nous n'avons pas encore atteint ce plafond, mais certaines Communes vont payer encore plus en 2020 et cela a pour conséquence que des Communes qui ont des taux comme les nôtres n'arriveront plus à subvenir à leurs charges.

Mme TINGUELY donne en exemple la Commune d'Eclépens. Le Canton va mettre l'effort à 48 points pour les Communes qui ont vraiment des valeurs de points d'impôt encore supérieures à Saint-Prex.

Eclépens a aujourd'hui le taux le plus bas du Canton en étant à 46. Ils ont une particularité : dans cette Commune il y a plus d'emplois que d'habitants.

Le Canton est le premier bénéficiaire d'Eclépens puisque cette commune a des grosses sociétés qui paient beaucoup d'impôts et que l'on sait que lorsque l'on paie un franc à la Commune on en paie trois au Canton.

Potentiellement, si une entreprise importante de cette commune faisait un bénéfice extraordinaire ou une nouvelle s'installerait, elle se verrait payer selon le système de la péréquation, un montant plus élevé que ce qu'elle encaisse, au niveau des impôts. En effet, elle pourrait être amenée à payer 48 points d'impôts alors qu'elle en encaisse que 46.

La volonté du Canton est d'inciter Eclépens à augmenter son taux à 68 qui est la moyenne des Communes.

Mme TINGUELY estime qu'elle a de la chance d'habiter à Saint-Prex. Les habitants ont l'accès au Lac, un aéroport proche, une ligne de train et une de bus, des infrastructures sportives, des clubs, des associations. Saint-Prex est une Commune attractive. On habite ici parce que l'on aime Saint-Prex. De plus, la Commune a des impôts bas, alors que certains villages dans le Nord-Vaudois dans la Broye, ne disposent pas des mêmes prestations. Certes, les loyers sont meilleur marché, mais ces villages-là paient 79, 80, 82 points d'impôts. Et le Canton ne trouve pas normal que dans un même Canton, il y ait de telles différences.

Les Communes se battent pour garder ces taux bas et essaient de sensibiliser. Certains Conseillers d'Etat peuvent entendre cet argument : si toutes les Communes montent leur taux d'impôt à 68, est-ce que tous les contribuables qui enrichissent certaines Communes vont rester ? Parce que ce n'est pas les Communes qui sont riches mais bien les contribuables qui y habitent.

Est-ce que le seul gros contribuable de Vaux-sur-Morges va rester sur la Commune sachant que les impôts ont augmenté de 5/6 points d'un coup ?

S'il part, Vaux-sur-Morges va y perdre, comme toutes les Communes vaudoises vont y perdre, parce qu'elles en bénéficient toutes au niveau de la péréquation. Et le Canton y perdra également beaucoup.

Pour revenir à la question de Mme DELLWO, au niveau du taux de Saint-Prex, structurellement le taux est trop bas. Il est compensé avec le patrimoine financier de la Commune.

Il y a 4 points d'impôt que le contribuable ne paie pas parce que les immeubles communaux les paient pour eux. Le patrimoine financier se substitue au contribuable. On pourrait dire que la Commune est à 59 points d'impôt.

Mais aujourd'hui, même à 59 points d'impôt, si la Commune n'a pas des rentrées exceptionnelles, si elle vit une année 100% normale, elle est dans le rouge.

La Commune a encaissé en 2018 trop d'impôt sur les sociétés. Cela se chiffre en millions. Et ce trop d'impôt sur les sociétés, qui est dans les comptes 2018, qui ont l'air d'être équilibrés, la Commune va les rendre en 2019. Et c'est pour cela que les chiffres 2019 sont déjà rouges.

A moins que dans les deux prochaines années, la Commune ne reçoive à nouveau quelque chose d'exceptionnel.

Les taux d'impôt sont publics, sur internet, chaque conseiller peut se rendre compte qu'il n'y a aucun village qui est aussi peuplé que Saint-Prex et qui a un taux d'impôt aussi bas. Les quelques 9 Communes qui sont meilleur marché n'ont pas les infrastructures que Saint-Prex a. La Commune est déjà une exception dans le Canton de Vaud.

M. Alexandre WOHNLICH rebondit sur les propos de Mme DELLWO. Il a également été étonné par la conclusion du préavis, qui dit que la Municipalité aurait souhaité 5 points d'augmentation mais qu'elle ne les demande pas parce que la Commission des finances est contre. Personnellement, il préférerait que la Municipalité dise ce qu'elle veut et que la Commission des finances l'analyse. La manière de conclure ledit préavis lui paraît un peu spéciale.

Mme TINGUELY, Municipale, répond que la Municipalité a longuement réfléchi à la conclusion du préavis, qui n'avait d'ailleurs pas fait l'unanimité. Ils l'ont fait encore cette année mais elle pense que ce sera la dernière fois, et ils l'ont fait parce que 2018 n'était pas dans le rouge. C'est ce qui les a poussés à faire cela. Il y a la majorité mais pas l'unanimité sur la conclusion du préavis.

M. Nicolas COTTIER remarque que chacun donne son avis mais qu'il manque aux membres du Conseil la synthèse. Il pense qu'en démocratie, que ce soit la Municipalité, la Commission des finances, ou le Conseil communal, il faut que l'on recherche cette synthèse. C'est-à-dire, avantages, désavantages, conclusions et ensuite prendre une décision. En effet, d'un côté on dit au Conseil que ça ne change pas grand-chose de bouger ces quelques points d'impôt puisque que pour une famille qui gagne tant, contribuable modeste ou moyen, ce sera que tant d'impôt en plus ou en moins. Or, 5 minutes avant on nous dit qu'on a de la chance, on a un point d'impôt qui a une valeur qui est très élevée, parce qu'on a des contribuables très fortunés. Donc soit on prend un exemple saint-preyard, avec un contribuable lambda, soit on prend l'exemple d'un contribuable d'une autre commune, qui malheureusement a un taux d'imposition de 80 mais qui encaisse très peu d'impôt.

M. COTTIER est tout à fait d'accord avec Mme TINGUELY sur le fait que ce sujet est extrêmement technique. Il ne sait pas d'ailleurs comment nous, modestes membres du Conseil, pouvons, sous toute cette avalanche de données techniques, avec un préavis qui est extrêmement léger, prendre une décision adéquate.

On dit au Conseil qu'il y a un endettement de 70 millions bruts, que la Commune emprunte pour le patrimoine financier, donc rien à voir avec le fonctionnement du ménage communal, x millions et ça nous rapporte.

Son propos n'est pas de contester l'investissement, mais de dire qu'il y a un problème intellectuel à parler de l'endettement brut en disant qu'il faut que la Commune augmente les impôts parce qu'elle ne peut pas continuer à avoir un tel endettement brut, et puis quand la Municipalité veut faire passer un préavis, qu'elle dise que c'est de l'endettement du patrimoine financier autoporteur.

A son sens, on compare ce qui n'est pas comparable. Il est un peu perdu et se dit qu'on ne va quand même pas augmenter les impôts pour diminuer une dette dont une partie est issue d'un investissement qui rapporte, ce ne serait pas juste pour le contribuable.

Sur le fond, M. COTTIER n'a aucune raison de douter de ce que dit Mme TINGUELY et la Municipalité de manière plus globale, parce que foncièrement il est convaincu que s'ils sont eux-mêmes tous tellement convaincus qu'il faut le faire. Ils ont fait leur analyse.

Ce qui pose problème à M. COTTIER, c'est qu'au gré des préavis, au gré de l'intérêt du préavis, on ne nous raconte pas tout à fait la même histoire.

Il termine en disant qu'avec l'investissement sur la piscine, quand la question a été posée en Commission qui s'occupait que de l'aspect technique, l'aspect financier étant du ressort de la Commission des finances, il lui a été dit « la Commission des finances, au bout de 15 minutes, c'était clair pour eux, on pouvait y aller ». Donc, M. COTTIER tombe un peu des nues quand une année et demie après, on dit au Conseil qu'il manque 4 millions. Peut-être a-t-il mal compris ?

En ce qui concerne la piscine, il aurait fallu que la Municipalité dise à ladite Commission qu'elle n'avait pas de boule de cristal, mais que sur les 10 dernières années la Commune pouvait se financer cette piscine. Et il faut maintenant que la Municipalité dise que c'est grâce à des revenus exceptionnels que les comptes n'étaient pas dans le rouge.

Peut-être que l'on constatera que la Commission des finances s'est alors trompée pour la première fois. Il y a en plus cet élément que Mme TINGUELY donne ce soir, en disant qu'il y a une erreur d'encaissement et qu'il faut corriger le tir. C'est évident qu'il fallait le dire au Conseil afin qu'il ne se base pas sur ces chiffres pour prendre une décision.

Le seul message de M. COTTIER, c'est qu'à l'avenir il faut que les choses se disent comme elles sont et que lorsque l'on veut faire un investissement, cela implique une augmentation d'impôt de 3 points. Ne faisons pas comme si tout allait bien et que chaque année, au mois d'octobre, on nous dise qu'il faut augmenter les impôts. C'est une recommandation afin qu'il y ait une confiance mutuelle, que l'on puisse travailler ensemble et que le Conseil puisse soutenir la Municipalité là où c'est nécessaire.

M. COTTIER rejoint Mme PITTOLAZ pour dire qu'il faudrait qu'on aille de l'avant pour essayer, dans la modestie de nos moyens, de soutenir la Municipalité par rapport au Canton.

M. COTTIER termine en parlant du balancier qu'évoquait Mme FUCHS, il parlerait plutôt de rugby, en adéquation avec l'actualité sportive. La Confédération a passé le ballon ovale aux Cantons, qui l'a passé aux Communes et maintenant les Communes le passe aux contribuables. Dans notre Commune, c'est peu de contribuables. A un moment donné, peut-être que ce peu de contribuables va se dire qu'ils n'ont pas besoin d'une ligne de train parce que ça ne les dérange pas d'être dans un autre village qui n'en a pas.

Mme TINGUELY, Municipale, souhaite rebondir sur deux sujets évoqués par M. COTTIER.

La première étant que la Municipalité n'a jamais caché au Conseil que la piscine aurait pour conséquence deux points d'impôt au niveau de l'opérationnel. Cela a été dit à plusieurs reprises et c'est également noté dans le préavis y relatif.

Ce soir, Mme TINGUELY ne parle pas de problème d'endettement mais bien de problème d'autofinancement et ça n'est pas la même chose. Dans le budget, on ne parle que de problème d'autofinancement. La Municipalité a mis dans le préavis l'endettement, pour que les membres du Conseil puissent se rendre compte que l'endettement augmente, mais le problème aujourd'hui n'est pas l'endettement. La Commune de Saint-Prex est à moins d'un pourcent au niveau des intérêts sur la dette. Par contre, la marge d'autofinancement, aujourd'hui, ne permet pas d'amortir les investissements. Et cela a un impact direct sur l'endettement. Parce que si l'on ne peut pas amortir nos investissements, cela veut dire que l'on ne peut pas rembourser nos dettes.

Au niveau de la valeur du point d'impôt, Mme TINGUELY est désolée de parler d'individus, mais ce qui fait une grosse partie de notre valeur du point d'impôt, ce sont les entreprises. Elle ne peut dévoiler au Conseil l'impact de 1.5 points d'impôt sur les bénéfices des entreprises saint-preyardes. C'est pour cela que lorsque l'on prend une valeur de point d'impôt on parle de ménage moyen.

Concernant les 4 millions, ce n'est pas qu'il manque 4 millions, c'est que jusqu'à présent cette augmentation a été absorbée. Les augmentations qu'il y a eu en 2016, 2017, 2018 ont été absorbées parce qu'il y a eu des années où les marges d'autofinancement s'élevaient à 4, 5 ou 6 millions. Le problème est que le Canton décide, sans en parler aux Communes, d'abaisser de 12 à 10% du revenu l'aide pour les subsides de l'assurance maladie, et que cela reviendra à 40 millions de plus dans les charges des Communes. Ces dernières en ont été avisées au dernier moment. Au final, le Canton dit aux Communes qu'il leur donne 50 millions mais en même temps, elles récupèrent 40 millions de charges en plus.

Cette politique cantonale pèse sur les finances de la Commune de Saint-Prex. Notre Commune n'arrive plus à absorber ces 4 millions.

Jusqu'en 2018, elle a pu absorber ces charges cantonales.

Mme TINGUELY tenait juste à préciser que la Municipalité n'a pas un problème avec ces 4 millions en réponse à l'intervention de M. COTTIER.

M. COTTIER souhaite clarifier ses propos. En effet, il n'a pas voulu dire que la Municipalité avait un problème avec ces 4 millions mais qu'il avait probablement mal compris. En effet, il comprenait, dans l'intervention précédente de Mme TINGUELY que tout d'un coup il manquait à la Municipalité 4 millions. Que la Commune pouvait se permettre ces 4 millions d'augmentation avant mais qu'elle ne le peut plus à présent. Ce qui n'est pour lui pas tout à fait la même chose. Cependant, M. COTTIER a une question technique en vue du vote.

L'augmentation du taux d'imposition, son maintien ou sa baisse aura-t-il une incidence sur la valeur du point d'impôt ? Et la péréquation est-elle calculée en fonction de la valeur du point d'impôt ?

Si c'est le cas, alors cela rejoint ce que Mme TINGUELY disait, à savoir que si les impôts sont augmentés à Saint-Prex, cela ne changera rien au montant que la Commune doit payer en péréquation et cela permettra peut-être de redistribuer des montants au bénéfice des Communes moins bien dotées que Saint-Prex en termes de valeur du point d'impôt. Dans ce cas, est-ce qu'une partie de ce qu'on peut lever comme impôt en augmentant notre taux bénéficiera à d'autres Communes ou pas ? Il n'a pas bien compris comment fonctionne le système.

Mme TINGUELY, Municipale, propose de faire intervenir, lors d'une prochaine séance du Conseil, un expert en péréquation.

Mme TINGUELY explique que la valeur du point d'impôt est la relation entre la totalité des impôts qui sont encaissés dans une Commune et le taux, plus l'impôt foncier normalisé à 1‰. On prend la totalité de ce montant encaissé par la Commune, on le divise par le taux (c'est la valeur du point d'impôt), puis on le divise par le nombre d'habitant, on obtient alors la valeur du point d'impôt par habitant. C'est pourquoi si l'on augmente les impôts, chaque point d'impôt qu'on augmente, c'est de l'argent frais qui reste à Saint-Prex. C'est pour avoir des moyens supplémentaires qu'il est nécessaire d'augmenter les impôts. On distribue tellement de ce que l'on encaisse déjà.

En exemple, si on a un taux à 55 et que l'on encaisse Fr. 55'000.00 d'impôts, cela donne Fr. 1'000.00 de valeur de point d'impôt. Si demain on passe notre taux à 60 points, on aura encaissé Fr. 60'000.00, puisque c'est proportionnel. Cela donnera toujours Fr. 1'000.00, donc notre valeur de point d'impôt ne bougera pas et donc ce que l'on paiera à la facture sociale et aux autres Communes ne changera pas. Par contre, on aura Fr. 5'000.00 de plus dans nos caisses. L'augmentation d'impôt est au bénéfice de la Commune de Saint-Prex.

M. Alain JOUFFREY demande combien 1.5 points d'impôts d'augmentation représente de recettes, en net, qui resteraient dans les caisses de la Commune.

Mme TINGUELY, Municipale, répond que cela restera Fr. 750'000.00. Cependant, si on enlève 1.5 points, il y aura Fr. 750'000.00 de moins dans les caisses communales.

M. JOUFFREY demande à combien s'élève le déficit du budget annoncé.

Mme TINGUELY, Municipale, répond qu'il est à Fr. 3'185'000.00 négatif. Cela fera presque 4 millions si le Conseil vote la diminution de l'impôt de 1.5 points.

Mme TINGUELY rappelle que le déficit est une chose, mais qu'au niveau de la Municipalité, c'est la marge d'autofinancement qui est vraiment importante, car c'est ce qui leur permet d'investir et d'amortir les dettes de la Commune à travers l'amortissement des biens. L'autofinancement s'élève à Fr. 557'000.00, toujours en négatif, donc il passerait à moins 1.2 millions en cas de diminution d'impôt, ce qui n'est, de l'avis de la Municipalité, pas raisonnable.

M. CONNE explique que certains membres du Conseil présents ce soir, dont lui-même, occupent leurs postes depuis maintenant un certain nombre d'années.

Durant toutes ces années, les conseillères et conseillers se sont préoccupés de voir que la marche de la Commune se passait très bien, ce qui était le cas et l'est toujours. Il fait également partie depuis longtemps de la Commission des finances, ce qui lui apporte un certain historique et une certaine crédibilité.

M. CONNE a vu passer un certain nombre de Municipalité, de Syndics. Tous, sans exception, depuis des années, veulent augmenter les impôts, en ayant toujours nombre d'arguments. La Commission des finances les a toujours écoutés, mais pas suivis. Non pas parce qu'elle ne croyait pas ce que disait la Municipalité concernée, mais que simplement, et les membres du Conseil l'ont vu dans un certain nombre de comptes, les résultats ont toujours été positifs. Alors que pendant 15 ans, il lui semble, la Municipalité présentait au Conseil un budget négatif et les comptes finissaient en positif, parfois avec un écart très important entre les deux.

Faire un budget n'est pas si facile, même s'il est au plus proche de la réalité.

Si aujourd'hui la Commission des finances suit la Municipalité avec ce préavis, ça n'est pas simplement parce qu'elle a envie de lui faire plaisir. C'est parce que la Commission des finances est consciente du fait que cela fait plusieurs années, et cela fait plusieurs fois que M. CONNE le stipule dans ses rapports, qu'il faut s'attendre à ce qu'il y ait une augmentation d'impôts.

Jusqu'à maintenant la Commune a bien vécu, Mme TINGUELY l'a bien rappelé, Saint-Prex est la 9^{ème} commune la meilleure marché du Canton de Vaud. Ce n'est bien sûr pas pour cela qu'on vient y habiter, la plupart d'entre nous sont là pour un tas d'autres raisons, mais l'on est quand même bien contents de ne pas trop payer d'impôts, comparer à des taux comme 80, 89 points. On a cette chance là. Mais baisser les impôts maintenant reviendra à ce que la Commission des finances et la Municipalité demandent, l'année prochaine, une augmentation bien plus importante. Ce n'est pas ce que la Commission des finances souhaite.

M. CONNE rappelle que Mme TINGUELY a averti le Conseil que la Municipalité demanderait l'année prochaine une augmentation. Jusqu'à maintenant, la Commission des finances a toujours attendu d'avoir deux exercices terminés, et non des budgets, avec des chiffres négatifs et une marge d'autofinancement négatives, et une perte.

Le budget 2020 présente un autofinancement et une perte en négatif.

En plus de cela, une baisse d'impôts représenterait la somme de Fr. 750'000.00, ce qui signifie qu'elle sera enlevée aux caisses communales. Cette somme est à la disposition de la Commune, elle n'est pas faite pour la donner au Canton.

M. CONNE a apprécié la proposition de Mme PITTOLAZ consistant à ce que le Conseil et la Municipalité travaillent de concert pour trouver des mesures d'économies.

Il y a deux ou trois ans, la Commission des finances a eu en face d'elle la Municipalité incorpore pour défendre le budget. En effet, la Commission des finances souhaitait comprendre comment

il était fait. La Commune, pour faire son budget, examine les dépenses en réfléchissant, pour chacune, si elle était utile. Cela permet de prendre la température sur la marche de la Commune. Baisser de 1.5 points cette année pour augmenter finalement l'année prochaine, fera souffrir les petits revenus, ceux qui paient des impôts, qui sont en-dessus du seuil auquel on ne paie pas d'impôts, parce qu'il y a des gens qui n'en paient pas à Saint-Prex, et la proportion est intéressante. Ce sont ces gens-là à qui on risque de faire le plus de mal en baissant les impôts maintenant et en augmentant de plus belle l'année prochaine ou dans deux ans.

M. CONNE recommande vivement aux membres du Conseil de ne pas baisser le taux d'impôt et de voter pour le préavis tel que présenté.

M. JAQUIERY au vu des explications détaillées et complémentaires fournies par Mme TINGUELY annule donc sa demande d'amendement. Toutefois, il précise que l'on peut regretter un peu que le préavis n'ait pas été plus clair et complet.

M. Marc-Antoine SIEGWART reste sur ses positions et pense que chaque franc compte. Que ce franc sorte de la poche des contribuables, peu importe que ce soit quelqu'un qui a beaucoup de moyen ou de quelqu'un qui n'en a pas.

Il constate que cela vienne de la Confédération, des Cantons ou des Communes, le contribuable aujourd'hui commence à être de plus en plus taxé et voit sa quote-part étatique augmenter constamment. Alors pour des raisons politiques, il maintient son amendement tel que présenté.

Mme PITTOLAZ précise, au sujet des propos de M. CONNE, qu'elle a demandé à ce que la Municipalité et le Conseil se réunissent à huit clos pour définir comment le Conseil pourrait soutenir les Autorités de Saint-Prex dans les négociations pour la péréquation « facture sociale », et non que le Conseil examine ligne après ligne le budget.

M. CONNE présente ses excuses à Mme PITTOLAZ pour cette incompréhension.

Mme FUCHS a évoqué tout à l'heure le dépôt d'un postulat qu'elle pensait faire dans les simples questions. Cependant, il lui semble plus utile de le faire maintenant.

Avis – Le texte qui suit a été lu par son auteur, **Mme Sylvie FUCHS**, in-extenso. Par souci de transparence et afin d'éviter d'innombrables corrections à posteriori au présent procès-verbal, le texte est retranscrit comme tel. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.

« Compte tenu de mon intervention précédente, en accord avec le groupe PLR, j'ai l'honneur de demander à la Municipalité de bien vouloir réfléchir, selon l'article 61 de la loi, à la présentation au Conseil d'une étude d'impact sur différents niveaux de revenus avec les probables augmentations de l'impôt dans les prochaines années.

Cette demande est faite pour que le Conseil puisse voir des chiffres par scénario et par tranche de 5 ou 10 points d'augmentation.

Avec une analyse en parallèle de l'impact de la baisse des prélèvements au titre de la péréquation et de la facture sociale. »

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond par rapport aux dernières interventions, que cela ne freine pas la Municipalité de rechercher des sources d'économies et de différer certains investissements. Elle ne va pas utiliser ce 1.5 point d'impôt de manière inintelligente.

Au contraire, elle va même renforcer encore ses recherches de cibler l'essentiel à la Commune. M. MOSINI remercie la Commission des finances. Depuis de nombreuses années, la Municipalité et ladite Commission n'arrivaient pas à s'aligner sur une augmentation d'impôt et c'est quand même la première fois qu'elles ont le même rapport de confiance sur ce sujet.

M. MOSINI espère que le Conseil va suivre tant la Municipalité que la Commission des finances.

M. Philippe CHABLE remercie Mme TINGUELY pour toutes les informations complémentaires et très précieuses qu'elle a apporté au Conseil pour se faire une opinion.

M. CHABLE remarque que dans la salle il y a environ 70 contribuables et qu'il y en a 3'400 autres dans la Commune. Il se demande quels seront les moyens pour expliquer à ces contribuables la décision du Conseil. Les contribuables attendent cette réduction, parce que la presse s'en est fait l'écho, et ils n'auront pas d'explication. La réponse, ils l'auront sous forme d'un message qui dit « statu quo ». Et il lui semble que ce message est contradictoire par rapport au souci de transparence que vous avez mentionné.

M. CHABLE se demande s'il ne faudrait pas, pour être totalement transparents, dire que la répercussion de 1.1%, pas 1.5 mais le réel, devrait être mise en valeur, et que nous sommes obligés par la même occasion, d'augmenter les impôts de 1.1% pour arriver à ce statu quo.

Expliquer pourquoi on a un statu quo, qui est en fait une augmentation blanche à l'intérieur de la Commune.

Il craint qu'il y ait beaucoup de malentendus avec ça. Si on lit la presse locale, il ne se passe pas une semaine où il n'y ait pas, au moins 3 ou 4 Communes qui ont des commentaires par rapport à ce sujet.

Certaines communes ont accepté, d'autres ont eu une réduction d'impôt qui était beaucoup plus faible.

M. CHABLE se demande quelle serait la solution pour qu'il y ait le moins de malentendu possible vis-à-vis des contribuables de la Commune. Il pense qu'il y a quelque chose à faire au niveau de la transparence, parce qu'elle existe dans cette salle pour les membres du Conseil, mais par pour le reste des contribuables.

Comment est-il possible d'expliquer à la population qu'il faut se préparer maintenant pour une augmentation d'impôt pour les années suivantes, alors que l'on dit statu quo, tout va bien.

Il y aura toujours des gens dans la Commune qui vont se poser la question de savoir pourquoi le Conseil a accepté un statu quo sans questionner la déduction des 1.5%.

M. MOSINI, Syndic, répond que les indicateurs sont tels qu'ils ont été expliqués par Mme TINGUELY, qu'ils ont été approuvés par la Commission des finances, et que la Commune ne veut pas jouer au yoyo en descendant cette année et remontant d'autant plus l'année prochaine. Il pense que c'est une réponse factuelle assez simple.

M. CHABLE pense qu'il faudrait expliquer aux contribuables de la Commune en quoi consiste le statu quo. Ça consiste en une réduction, mais par ailleurs une augmentation pour préparer les futures augmentations. Mais si le Conseil et la Municipalité disent statu quo, cela revient à dire que tout va bien.

M. MOSINI, Syndic, croit que ce n'est pas du tout ce que la Municipalité a dit dans le rapport ou dans leurs façons de s'exprimer. Peut-être que la Municipalité doit améliorer encore sa communication mais effectivement cela reste une augmentation.

M. CHABLE précise encore une fois qu'il ne parle pas du Conseil mais des habitants de Saint-Prex qui paient des impôts.

M. Marc HAUSWIRTH n'a pour sa part pas de soucis à aller défendre ce statu quo, voir cette augmentation déguisée, aussi en vue du 1^{er} avril l'année prochaine, avec l'ouverture de la piscine. Il y a des choses qui arrivent dans la Commune et M. HAUSWIRTH pense qu'il faut les assumer et assumer les choix de la Municipalité et du Conseil honnêtement.

M. François SIEGWART pour lui le statu quo serait de baisser le taux d'impôt à Saint-Prex pour que la charge globale d'impôt pour le contribuable de Saint-Prex soit inchangée. Il soutient donc l'amendement proposé par M. Marc-Antoine SIEGWART qui consiste à baisser d'1.5 point le taux d'impôt.

De plus, afin que tout le monde puisse s'exprimer selon sa conscience, M. François SIEGWART demande le vote à bulletins secrets.

Mme la Présidente demande aux conseillères et conseillers de se prononcer, en votant à main levée, sur la proposition de vote à bulletins secrets de M. François SIEGWART.

Résultat des votes : Oui : 14

Le cinquième des membres présents étant atteint, le vote se fera par bulletins secrets.

M. François LUDWIG demande si le vote à bulletins secrets concerne le vote sur l'amendement, sur le préavis, ou sur les deux.

Pour clarifier la situation, Mme la Présidente demande à nouveau aux conseillères et conseillers de voter en lever la main s'ils souhaitent voter à bulletins secrets sur l'amendement.

Résultat des votes : Oui : 14

Le cinquième des membres présents étant atteint, le vote sur l'amendement se fera par bulletins secrets.

Mme la Présidente demande maintenant aux conseillères et conseillers de voter en lever la main s'ils souhaitent voter à bulletins secrets sur le préavis.

Résultat des votes : Oui : 9

Le cinquième des membres présents n'étant pas atteint, le vote sur le préavis se fera à main levée.

La parole n'étant plus demandée, la Présidente clôt la discussion et relit l'amendement présenté par M. Marc-Antoine SIEGWART, soit de modifier le point 1 des décisions du Conseil communal comme tel :

- 1) d'accepter l'arrêté d'imposition pour l'année 2020 à 53,5% de l'impôt cantonal de base

M. Philipp LANGER demande une clarification. S'il vote oui, c'est qu'il accepte l'amendement et s'il vote non c'est qu'il le refuse.

Mme la Présidente le confirme.

Au vote, l'amendement proposé par M. Marc-Antoine SIEGWART est refusé à la majorité des membres présents.

Résultat des votes : 9 oui / 46 non / 0 abstention / 0 nul

(Note : Le/la Président/e du Conseil prend part aux votes à bulletins secrets)

La Présidente propose de voter sur le préavis et relit les conclusions du rapport.

La Commission propose :

- vu le préavis municipal
- entendu le rapport de la Commission chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décide

- 2) d'accepter l'arrêté d'imposition pour l'année 2020 à 55% de l'impôt cantonal de base, tel que proposé en annexe au présent préavis ;
- 3) d'admettre que celui-ci n'entrera en vigueur qu'après son approbation par le Conseil d'Etat.

Au vote, les conclusions du rapport sont approuvées et le préavis n°08/09.2019 est donc accepté, à la majorité.

Résultat des votes : 52 oui / 1 non / 1 abstention

7) Préavis n°09/10.2019 – budget du service des finances communale pour l'an 2020

Ce préavis est transmis à la Commission des finances

8) Simples questions

La Présidente ouvre la discussion.

Mme PITTOLAZ se fait la porte-parole de quelques personnes pour remercier la Municipalité pour son accueil lors de la réunion de samedi dernier, au carnotzet communal en l'honneur de Monsieur Ami Borloz qui a enseigné durant plus de 30 ans à Saint-Prex. Des anciens élèves âgés de 75 ans au minimum s'y sont réunis pour les fêter.

Mme Sophie ROUQUETTE STUDER demande une clarification concernant le parking longue durée au Vieux-Moulin. Il lui semble qu'il était possible auparavant d'obtenir une autorisation de parking de plus de 72h sur ce parking et qu'il fallait alors en faire la demande auprès de PRM, ce qu'elle a fait. Cependant, PRM ne semble pas être au courant de cette possibilité. Mme ROUQUETTE-STUDER demande si cela n'est désormais plus possible et cas échéant, que l'information soit transmise à la population saint-preyarde.

Mme TINGUELY répond que PRM n'est effectivement pas au courant. Les demandes parviennent à la Municipalité, qui statue de cas en cas. Il y a quelques cas par année et c'est une prestation qui est facturée puisqu'elle estime que c'est une location d'un espace public.

Mme ROUQUETTE-STUDER précise que lorsqu'elle parlait de longue durée, elle pensait au temps d'un congé de par exemple une semaine. Elle demande s'il faut donc adresser sa demande directement à la Municipalité.

Mme TINGUELY répond qu'il faut faire une demande auprès du service administratif de la Commune et que la Municipalité y répondra.

M. David LAFRAMBOISE explique que dimanche dernier, à l'heure de la messe à l'église catholique de Saint-Prex, un agent de PRM a amendé de Fr. 120.00 chaque véhicule parké le long de la rue de la Verrerie, sur la piste cyclable. Or, depuis plusieurs années, la paroisse a reçu l'autorisation pour que ses paroissiens puissent se parker à cet endroit.

M. LAFRAMBOISE demande à la Municipalité s'il est possible qu'elle approche PRM à ce propos pour comprendre pourquoi ces amendes ont été attribuées.

Mme TINGUELY est au courant de la mésaventure de ces paroissiens.

La Municipalité a en effet accepté à l'époque que cette piste cyclable soit transformée en parking le dimanche matin pour l'église catholique, pour autant que la barrière soit mise lors des messes, ce qui n'a pas été le cas dimanche dernier.

Mme TINGUELY va essayer de négocier avec PRM mais ne peut rien garantir. En effet, avec la nouvelle loi touchant les amendes d'ordre, c'est l'agent qui a mis l'amende qui a seule autorité pour la supprimer ou la maintenir.

M. COTTIER demande sur l'ordre de qui la barrière est restée fermée dimanche dernier alors qu'elle est ouverte d'habitude.

M. MOSINI, Syndic, répond que la barrière doit être ouverte pour montrer que c'est un parking.

M. COTTIER comprend donc que parce qu'il y a eu cet oubli, les paroissiens ont été amendés et que la Municipalité n'a pas l'autorité compétente pour les faire annuler ?

Mme TINGUELY, Municipale, explique que c'est une piste cyclable. Cette barrière ferme la piste cyclable pour que les cyclistes sachent que la piste est fermée. L'église catholique a les clés de la barrière et doivent la manipuler à chaque messe, ce qui n'a pas été fait dimanche dernier. La piste cyclable était donc ouverte et les véhicules des paroissiens parkés dessus.

M. COTTIER avait tout à fait compris cela mais ne comprend pas par quel hasard un agent de PRM soit passé à ce moment-là exactement.

Mme TINGUELY, Municipale, rappelle que les policiers tournent 24h/24 sur le territoire. C'est un manque de chance pour les paroissiens.

M. COTTIER a compris l'analyse juridique mais rappelle que le droit fonctionne avec du bon sens et pour cette situation, de son avis, il n'y en a pas.

Mme TINGUELY, Municipale, a un CODIR le lendemain matin et va en parler au Commandant Leu. Mais celui-ci ne peut pas mettre de pression sur ses hommes pour lever des amendes. C'est chaque agent qui décide si oui ou non il lève l'amende qu'il a mise.

Mme TINGUELY espère que l'agent en question répondra favorablement à la demande de la Municipalité mais elle n'a pas d'autre moyen que d'en faire la demande.

M. Frédéric BERTHOUD demande s'il est prévu qu'une station de mobility auto partage soit installée à Saint-Prex. Ceci donnerait encore une image plus verte à notre village qui est Cité de l'Energie depuis peu.

M. Anthony HENNARD, Municipal, répond qu'un tel projet n'est pas encore d'actualité. Il soulève que la future Commission énergétique, lorsqu'elle sera créée, pourra statuer sur ce sujet.

M. BERTHOUD va inciter le demandeur de cette station à rejoindre la future Commission énergétique.

M. HENNARD, Municipal, répond que c'est une bonne idée. Il serait idéal que cette personne soit jeune

M. BERTHOUD répond qu'il tiendra compte de cette remarque. Il ajoute que la même personne ayant proposé une station mobility, qui est très partisane de la mobilité douce, lui a demandé si l'on verrait un jour une troisième voie CFF sur Saint-Prex ou pas.

Mme Véronique SAVIOZ, Municipale, répond qu'il n'y aura pas de troisième voie pour l'instant. Au mieux, cela se fera en 2030. C'est un processus très long.

M. BERTHOUD a une dernière question, cette fois d'un jeune citoyen de Saint-Prex. Le skate-park du Vieux-Moulin est en piteux état et dangereux. Y'a-t-il des travaux prévus pour ce skate-park.

Mme TINGUELY, Municipale, remercie M. BERTHOUD pour cette question. Elle explique que la Municipalité a un eu un formidable atelier participatif avec des jeunes, dont le plus âgé avait 16 ans, qui font du skate, de la trottinette. Il leur a été demandé ce dont ils avaient besoin. L'actuel a besoin de rénovation lourde, les jeunes l'ont confirmé.

Il y a depuis un très joli projet qui est sorti, tout à fait à la taille de la Commune de Saint-Prex. Mme TINGUELY conseille aux membres du Conseil, s'ils en ont l'occasion, de se rendre à Prangins, à côté des terrains de foot, pour y voir le nouveau skate-park mis en place.

Les nouveaux skate-parks ne sont plus faits de structures en métal comme auparavant. Celui de Prangins est fait d'éléments en béton moulés ce qui apporte nombre d'avantages, tant au niveau de la durabilité, de l'entretien, de la sécurité et des nuisances sonores.

Les jeunes ont également demandé à ce que le skate-park soit déplacé. Les membres du Conseil découvriront l'emplacement lors du dépôt du préavis y relatif. Il y aura une mise à l'enquête.

Au niveau du skate-park actuel, Mme TINGUELY confirme qu'un élément a été enlevé car il était effectivement dangereux. Régulièrement le skate-park est contrôlé afin de s'assurer qu'il est encore aux normes, ce qui est le cas. Cependant, les rampes sont beaucoup trop glissantes, ce qui complique la tâche aux skateurs pour effectuer de belles figures.

M. Didier FRANCO a une question concernant la mobilité douce, par rapport au Chemin du Cherrat qui descend au Vieux-Moulin. Il souhaite savoir si la Municipalité a obtenu un rapport puisqu'il avait été dit au Conseil que courant octobre 2019 il y aura un projet y relatif.

Mme TINGUELY, Municipale, répond que le bureau ayant gagné le marché public pour le chemin des écoliers est le même qui est en train de suivre le chantier des bus.

Ceux-ci ont un concept, tout comme les architectes de la piscine. Le but étant que les deux entités travaillent ensemble puisqu'il y a la partie route et toute la partie concernant l'aménagement de la place autour de la piscine, que la Municipalité désire conviviale. Ce carrefour devient intéressant à traiter, celui-ci comportant les écoles, les salles de gym et la piscine.

Le projet avance. La Municipalité va revenir vers le Conseil avec des soumissions rentrées, puisqu'elle avait demandé un crédit d'étude. Au vu du montant du génie civil, ce sera une procédure ouverte au niveau des marchés publics. Il y aura donc des délais plus importants que pour une procédure sur invitation.

La Municipalité a toujours dit vouloir commencer les travaux une fois le chantier de la piscine terminé et elle espère pouvoir déposer au Conseil un préavis en février ou mars 2020.

M. Alexandre WONHLICH a été interpellé par des citoyens du Bourg concernant l'éclairage public. Il semble que les ampoules changées des lanternes soient de moins en moins puissantes, ce qu'il a pu constater également. Il demande si les puissances d'éclairage ne sont pas remplacées à équivalence. Une voisine assez âgée de M. WONHLICH est même tombée car il faisait trop sombre.

Mme TINGUELY, Municipale, répond que les anciennes ampoules sont effectivement remplacées par des LED au fur et à mesure qu'elles doivent l'être. En principe, la même luminosité devrait être obtenue.

Mme TINGUELY va se renseigner et remercie M. WOHNLICH de lui donner l'emplacement exact de ces manques d'éclairage.

M. Denis OGGIANO reste sur le sujet de l'éclairage public et attire l'attention de la Municipalité sur le fait qu'il manque cruellement d'éclairage sur le trottoir du chemin du Cherrat, en face du chantier de la piscine, devant les poubelles, en particulier au niveau du passage piétons.

M. OGGIANO demande s'il est possible d'installer un éclairage provisoire à cet emplacement, d'autant plus avec l'heure d'hiver.

Mme PITTOLAZ se fait l'écho d'habitants du quartier du Cherrat et demande à la Municipalité, dans le concept pour le quartier, de tenir compte de la tranquillité des citoyens. Elle rencontre de plus en plus de gens qui sont mécontents des bruits du chantier et de certaines nuisances sonores le soir.

M. Yves MORAND revient sur la levée des amendes de PRM, qui le surprend beaucoup. Cela doit être la seule entreprise au monde où les employés ont le plein pouvoir et le patron n'a pas son mot à dire.

Applaudissements de l'assemblée

M. Vincent PERRUCHOUD rebondit sur les propos de M. MORAND et se demande si PRM a la même assiduité pour amender les paroissiens le dimanche lors de la messe que concernant le quartier du Cherrat, où il y a des réunions de jeunes gens, accompagnés d'alcool et de joints.

Mme TINGUELY, Municipale, répond que le sujet a été discuté en comité de direction avec PRM. Ils savent que c'est un quartier chaud et y passent régulièrement. Mme TINGUELY rappelle que les jeunes dans l'espace public est un vaste débat. Le travailleur social passe aussi discuter avec ce groupe de jeunes. De la sensibilisation et de la prévention sont faites auprès d'eux.

Mme TINGUELY en profite pour informer l'assemblée qu'en cette veille d'Halloween, M. Stéphane PORZI, Municipal, a engagé des Securitas afin de s'assurer que le quartier reste calme, ainsi que les infrastructures communales.

M. PERRUCHOUD répond que l'on peut en conclure que garer une voiture est très grave, mais que l'on ne fait que de la sensibilisation auprès des adolescents qui se roulent un joint, donc de la drogue, et boivent de l'alcool. Cela relève du pénal en théorie.

Mme TINGUELY, Municipale, répond que le droit pénal sur les mineurs est un droit particulièrement permissif puisqu'il s'agit de mineurs. Ces jeunes ne vont pas être mis en prison pour cela. Ils peuvent certes être amendés, mais ce sera les parents qui devront finalement payer ces amendes et le but n'est pas de punir les parents de ces jeunes.

Mme TINGUELY pense qu'il faut que jeunesse se fasse et qu'il est entendu qu'ils n'ont pas le droit de boire de l'alcool et de fumer des joints, mais ils ont le droit d'être sur la voie publique.

M. LUDWIG rappelle que le stationnement est plutôt l'affaire des agents qui sont en gris, soit les assistants de police, qui n'ont pas les mêmes attributions que les bleus, qui ont d'autres pouvoirs et moyens d'intervention. Un agent en gris ne s'approchera pas d'une équipe de jeunes qui fument des joints, car ce n'est pas dans leurs attributions.

Concernant le niveau des amendes encaissées par les agents en gris, et qui reviennent dans la poche de la Commune de Saint-Prex, celui-ci a baissé de manière significative. Cela montre, d'après M. LUDWIG, qu'il y a quand même une certaine pédale douce qui a été mise au niveau des amendes de stationnement dans la Commune par rapport à quelques années en arrière.

M. COTTIER se rend régulièrement à l'office de Poste de Saint-Prex en raison de son activité professionnelle. Suite à des discussions avec le personnel de la Poste qu'il a pu avoir, il a appris que le nombre de places de travail y a été réduit.

Aussi, M. COTTIER demande si la Municipalité a été informée par la Poste de certains projets de la Poste allant probablement en direction d'une fermeture de l'office de Saint-Prex.

Si c'est le cas, il demande quelles mesures entreprend la Municipalité à ce propos car il trouve dommage que l'on apporte un nouveau service public en avril 2020 avec l'ouverture de la piscine et que l'on perde en parallèle un office postal qui a une utilité certaine.

M. MOSINI, Syndic, confirme que la Municipalité a eu plusieurs entretiens avec des délégués de la Poste concernant l'office de Saint-Prex. Celle-ci a également réduit les horaires dudit office, ce qui n'est pas forcément un signe positif.

A ce jour, la Municipalité n'a pas reçu d'intention de la Poste quant à une fermeture du bureau de Poste de Saint-Prex.

Cependant, la Municipalité sait qu'elle est en concurrence avec celle d'Etoy, pour des raisons de confort, et que la garantie n'est jamais totale sur le long terme.

Préverenges s'est bien battue pour garder son office de Poste et va finalement le voir partir du côté de la nouvelle Migros.

M. COTTIER pense qu'il vaudrait la peine que la Municipalité se batte pour garder l'office de Saint-Prex ouvert et que ce sont parfois les combats perdus d'avance qui sont les plus beaux.

M. MOSINI, Syndic, explique que la Municipalité suit cette affaire mais ne souhaite pas rallumer le feu non plus.

M. FRANCO a entendu que des jeunes s'amusent un peu trop du côté du quartier du Cherrat et se souvient qu'il y avait une patinoire il y a deux ans. Il lui semble qu'il avait été dit au Conseil qu'il serait rediscuté cette année pour en remettre éventuellement une cette année. Ce serait, selon lui, peut-être un bon moyen d'occuper cette jeunesse.

M. Stéphane PORZI, Municipal, se demande si c'est vraiment le bon soir pour parler de l'installation ou non d'une patinoire mobile.

Comme beaucoup, M. PORZI était ravi de cette patinoire mais rappelle que c'était tout de même un préavis de Fr. 170'000.00. Sans, cette fois-ci, le financement des écoles, il se demande si le Conseil serait prêt à dépenser une telle somme pour trois mois.

De plus, M. PORZI explique que c'était un gros investissement en termes de personnel et de bénévoles, y compris au sein de la Municipalité et des employés communaux. Les sociétés locales avaient été très sollicitées et avaient joué le jeu.

Si c'est une volonté du Conseil d'avoir à nouveau une patinoire mobile, M. PORZI déposera un préavis.

M. FRANCO pense qu'il faudrait poser la question au Conseil avec un préavis et en débattre.

M. PORZI, Municipal, répond avec humour que la Municipalité n'a pas osé présenter un tel préavis au Conseil.

Mme PITTOLAZ pense que la patinoire mobile est un non-sens écologique et que c'est être irresponsable que de mettre en place une patinoire qui coûte également.

M. Philippe DEILLON a lu une mise à l'enquête pour la modification d'une antenne et demande si cela est en vue de la 5G.

M. MOSINI, Syndic, n'a pas la réponse. Il y a effectivement une mise à l'enquête en cours et la Municipalité a reçu un courrier demandant à ce qu'elle s'oppose à la mise en place de la 5G.

M. RODRIGUEZ répond qu'il s'est justement renseigné en prévision de la séance du Conseil de ce soir. C'est effectivement une demande de modification d'antenne déposée par Swisscom, sur la route de Villars-sous-Yens. Le dossier n'est pas encore arrivé à la direction générale de l'environnement, donc il ne peut pas dire formellement s'il y aura de la 5G ou non. C'est une antenne qui fonctionne actuellement en 2G, 3G et 4G. S'il y a donc demande de modification, il y a fortes chances que ce soit pour y implémenter de la 5G mais il n'en a pas la confirmation.

M. RODRIGUEZ explique que pour ce genre de dossier, une antenne a besoin de deux autorisations. Celle du service du développement territorial, donc ce qui est hors zones à bâtir, et il n'y a aucune raison que ce service ne délivre pas son autorisation.

Puis celle de la direction générale de l'environnement pour la vérification des aspects liés au rayonnement non ionisant.

Toutes les demandes de modifications des antennes que soit avec permis de construire ou simplement modifications appelées « bagatelles », sont suspendues dans l'attente d'une réponse du Conseil d'Etat à la motion Mahaim.

M. CONNE a constaté que, bien que les élections fédérales soient terminées pour certains candidats, un certain nombre d'affiches le long de la route Cantonale n'ont pas encore été enlevées.

M. CONNE demande qui va les enlever et si ça n'est pas les sociétés mandatées pour les afficher qui vont le faire, la Commune a-t-elle le droit de les enlever et de les déposer devant les habitations respectives des candidats.

M. MOSINI, Syndic, répond que c'est naturellement ceux qui les ont posées qui sont chargés de les enlever, dans les règles de l'art et le plus rapidement possible. Il a lui-même également été heurté de voir autant d'affiches inutiles pour le second tour.

M. CONNE demande qui devra les enlever si les poseurs ne les enlèvent pas.

M. MOSINI, Syndic, répond que ce sera alors à la Commune de prendre des mesures, d'autant plus qu'elle a l'intention dans le futur de les mettre à des endroits plus ciblés.

M. CONNE aura alors dans ce cas une proposition sur ce que faire de ces affiches.

M. MOSINI, Syndic, répond avec humour que la Municipalité prend note de la suggestion.

M. Raymond TARDY demande où est située l'antenne dont a parlé M. DEILLON, car il y en a deux sur la route de Villars. Une qui est vers le terrain de foot et une autre à côté du pont de l'autoroute.

M. MOSINI, Syndic, répond que c'est celle qui est située à côté du terrain de foot, au départ de la route de Villars.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

10) Contre-appel

Il est fait.

La séance est levée à 22h11.

La Présidente :

Anouk Gaumann

La Secrétaire :

Lydie Jaussi

